

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

**ASSOCIATION MAISON FAMILIALE RURALE
« LA ROCHE DU TRÉSOR »**

1 rue du Pré
25510 PIERREFONTAINE-LES-VARRANS

N° SIREN : 778 337 212

**ASSOCIATION MAISON FAMILIALE RURALE
« LA ROCHE DU TRÉSOR »**

1 rue du Pré
25510 PIERREFONTAINE-LES-VARRANS

N° SIREN : 778 337 212

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

**A l'assemblée générale de l'association MAISON
FAMILIALE RURALE « LA ROCHE DU TRÉSOR »**

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MAISON FAMILIALE RURALE « LA ROCHE DU TRÉSOR » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

3. Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans les « faits caractéristiques de l'exercice », paragraphe « Contexte juridique et continuité d'Exploitation » de l'annexe des comptes annuels.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, telles qu'exposées dans l'annexe des comptes annuels.

4. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les ressources de votre association sont, pour une partie, constituées de subventions.

Nous avons examiné leur mode de comptabilisation et rapproché les montants comptabilisés avec les notifications correspondantes.

En tant que centre de formation d'apprentis, vous fournissez des prestations de formation qui peuvent s'étendre sur plusieurs exercices comptables. Nous avons vérifié que le principe d'indépendance des exercices a été respecté en rapprochant les accords de prise en charge et conventions de formations avec les produits comptabilisés.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre association sur la base d'éléments disponibles à ce jour et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondages l'application de ces méthodes. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des modalités retenues ainsi que des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux membres de l'association.

6. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

7. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Dijon,

Le Commissaire aux comptes,

SAS Endrix BFC
Adrien REGIS

Signé par Adrien Regis
Le 27 avr. 2026



doc_eWOD
tx_xZx12rWqb13n

BILAN ACTIF

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Valeur au 31/12/2025			% de l'actif	Valeur au 31/12/2024	% de l'actif
	brute	amort. & dépréc.	nette			
Frais d'établissement						
Immobilisations incorporelles						0,01
Frais de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences, ...	40 629,47	40 630,65	-1,18		177,34	
Autres immobilisations incorporelles						
Immob. incorp. en cours, av. acptes						
Immobilisations corporelles				79,43		73,24
Terrains	283 972,76	227 949,90	56 022,86		64 479,22	
Constructions	5 059 565,53	3 690 897,16	1 368 668,37		1 433 783,13	
Inst. techniques, matériel et outillages ...	107 016,16	98 718,11	8 298,05		15 989,54	
Autres immobilisations corporelles	1 263 178,17	1 160 294,83	102 883,34		113 650,74	
Immob. corp. en cours, av. acptes						
Biens reçus legs /donat. dest. être cédés						
Immobilisations financières				0,41		0,56
Participations	2 863,28		2 863,28		2 855,68	
Créances rattachées à des particip.						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	5 135,00		5 135,00		9 642,58	
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ (I)	6 762 360,37	5 218 490,65	1 543 869,72	79,84	1 640 578,23	73,81
Stocks et en-cours	5 800,11		5 800,11	0,30	16 574,41	0,75
Créances				12,90		20,91
Créances Clients, usagers et cptes ratt.	150 508,37	12 423,31	138 085,06		251 371,86	
Créances reçues par legs ou donations						
Autres créances	161 098,31	57 867,66	103 230,65		206 093,11	
Charges constatées d'avance	8 110,90		8 110,90		7 209,44	
Valeurs mobilières de placement						
Instr. financiers à terme, jetons détenus						
Disponibilités	134 629,75		134 629,75	6,96	100 808,59	4,54
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (II)	460 147,44	70 290,97	389 856,47	20,16	582 057,41	26,19
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement emprunts (IV)						
Écarts de conversion diff. éval. - Actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I + II + III + IV + V)	7 222 507,81	5 288 781,62	1 933 726,19	100	2 222 635,64	100

BILAN PASSIF

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Valeur au 31/12/2025	% du passif	Valeur au 31/12/2024	% du passif
Fonds propres sans droit de reprise		0,32		0,28
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires	6 162,93		6 162,93	
Fonds propres avec droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves pour projet de l'entité				
Autres réserves				
Report à nouveau	-1 340 715,23	-69,33	-991 069,32	-44,59
Excédent ou déficit de l'exercice	-399 750,17	-20,67	-349 645,91	-15,73
Situation nette (sous-total)	-1 734 302,47	-89,69	-1 334 552,30	-60,04
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	1 473 547,17	76,20	1 530 005,73	68,84
Provisions réglementées				
TOTAL DES FONDS PROPRES (I)	-260 755,30	-13,48	195 453,43	8,79
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés	15 559,72	0,80	16 059,72	0,72
TOTAL DES FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)	15 559,72	0,80	16 059,72	0,72
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	28 127,00	1,45	19 721,00	0,89
TOTAL DES PROVISIONS (III)	28 127,00	1,45	19 721,00	0,89
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	869 403,83	44,96	861 249,58	38,75
Emprunts et dettes financières diverses	124 750,00	6,45	133 483,69	6,01
Instruments financiers à terme				
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	355 714,81	18,40	349 568,69	15,73
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	400 291,71	20,70	394 689,29	17,76
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			2 022,59	0,09
Autres dettes	376 322,40	19,46	212 887,64	9,58
Produits constatés d'avance	24 312,02	1,26	37 500,01	1,69
TOTAL DES DETTES (IV)	2 150 794,77	111,23	1 991 401,49	89,60
Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I + II + III + IV + V)	1 933 726,19	100	2 222 635,64	100

COMPTE DE RÉSULTAT

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Valeur au 31/12/2025	Valeur au 31/12/2024	Variation en valeur	en %
Produits d'exploitation				
Cotisations	120,00	235,00	-115,00	-48,94
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
<i>dont ventes de dons en nature</i>				
Ventes de prestations de services	1 789 610,27	1 900 481,88	-110 871,61	-5,83
<i>dont parrainages</i>				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	163 415,01	202 369,93	-38 954,92	-19,25
Versements des fondateurs ou cons. dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières	1 528,68		1 528,68	
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	148,80	90 406,75	-90 257,95	-99,84
Produits des cessions d'immobilisations incorp. et corp.				
Utilisations des fonds dédiés	500,00	500,00		
Autres produits	28 108,97	2 967,29	25 141,68	847,29
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	(I) 1 983 431,73	2 196 960,85	-213 529,12	-9,72
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Autres achats et charges externes	886 035,40	1 168 723,16	-282 687,76	-24,19
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	47 656,75	44 817,48	2 839,27	6,34
Salaires	939 041,24	943 502,95	-4 461,71	-0,47
Cotisations sociales	259 832,11	260 565,93	-733,82	-0,28
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	222 069,76	174 139,88	47 929,88	27,52
Dotations aux provisions	8 406,00	2 492,00	5 914,00	237,32
Valeur comptable des immobs. incorp. et corp. cédées				
Report des fonds dédiés				
Autres charges	5 169,41	4 089,05	1 080,36	26,42
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	(II) 2 368 210,67	2 598 330,45	-230 119,78	-8,86
1-RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(I-II) -384 778,94	-401 369,60	16 590,66	4,13

COMpte DE RÉSULTAT

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Valeur au 31/12/2025	Valeur au 31/12/2024	Variation	
			en valeur	en %
Produits financiers				
De participation		4,96	-4,96	-100,00
D'autres valeurs mobilière et créances actif immobilisé		9,46	-9,46	-100,00
Autres intérêts et produits assimilés	64,66		64,66	
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits de cessions d'immobilisations financières				
Produits nets sur cessions de VMP, d'instruments de trésor.				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	64,66	14,42	50,24	348,40
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées	10 528,31	23 680,24	-13 151,93	-55,54
Différences négatives de change				
Valeur comptable des immobilisations financières cédées	4 507,58		4 507,58	
Charges nettes sur cessions de VMP, d'instruments de trésor.				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	15 035,89	23 680,24	-8 644,35	-36,50
2-RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	-14 971,23	-23 665,82	8 694,59	36,74
3-RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-399 750,17	-425 035,42	25 285,25	5,95
Produits exceptionnels (V)		75 407,99	-75 407,99	-100,00
Charges exceptionnelles (VI)		18,48	-18,48	-100,00
4-RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		75 389,51	-75 389,51	-100,00
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	1 983 496,39	2 272 383,26	-288 886,87	-12,71
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	2 383 246,56	2 622 029,17	-238 782,61	-9,11
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-399 750,17	-349 645,91	-50 104,26	-14,33
Contributions volontaires en nature				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL DES CONTRIB. VOLONTAIRES EN NATURE				
Charges des contributions volontaires en nature				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL CHARGES DES CONTRIB. VOLONTAIRES EN NAT.				
TOTAL	-399 750,17	-349 645,91	-50 104,26	-14,33

SOMMAIRE ANNEXE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Choix
Faits caractéristiques	Produite
Règles et méthodes comptables	Produite
Tableau des immobilisations	Produite
Tableau des amortissements	Produite
Etat des échéances des créances	Produite
Comptes de régularisation actif	Produite
Tableau de variations des fonds propres	Produite
Suivi des fonds dédiés	Produite
Etat des provisions	Produite
Etat des échéances des dettes	Produite
Comptes de régularisation passif	Produite
Engagements	Produite
Dettes garanties par des sûretés réelles	Produite
Les effectifs	Produite

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat clos le 31/12/2025 est de 1 933 726,19 Euros. Le compte de résultat de l'exercice dégage une perte de -399 750,17 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Ces comptes annuels ont été établis le 24/03/2026

Par ailleurs, nous apportons le complément d'informations suivant :

Contexte Juridique et Continuité d'Exploitation

L'exercice 2025 a été intrinsèquement lié à la procédure de redressement judiciaire ouverte le 15 octobre 2024. Bien que l'objectif initial demeure le remboursement du passif via la cession de l'actif immobilier d'Orchamps-Vennes, la complexité de l'opération a nécessité une gestion rigoureuse du temps judiciaire : Période d'observation : Celle-ci a fait l'objet de deux prolongations successives au cours de l'année. Ces délais supplémentaires ont été cruciaux pour stabiliser l'activité et affiner notre plan de continuation.

Soutien du réseau : La survie de l'association repose de manière significative sur la solidarité de notre écosystème. Je tiens à souligner la disponibilité exemplaire du réseau des MFR et leur aide inconditionnelle, tant sur le plan stratégique que financier. Le soutien de la Fédération Régionale a été le levier indispensable pour financer notre Besoin en Fonds de Roulement (BFR).

Pilotage Opérationnel et Restructuration

L'année 2025 a été vécue comme une année de transition active, rythmée par une recherche constante de solutions de sortie de crise :

Ressources Humaines : Nous avons fait face à un mouvement considérable au sein de nos équipes. Ce turnover, bien que complexe à gérer opérationnellement, a aussi permis de questionner nos modes de fonctionnement.

Optimisation Financière : Un travail de fond a été engagé sur la maîtrise drastique des charges de structure. Parallèlement, nous avons procédé à une adaptation de notre politique tarifaire afin de l'aligner sur les réalités du marché et l'inflation, tout en préservant notre attractivité. On verra les bénéfices dans les prochains exercices.

Développement Commercial : L'effort s'est porté sur la diversification de nos activités par la recherche de nouveaux marchés, visant à réduire notre dépendance aux segments historiques et à maximiser le taux d'occupation de nos sites.

Recentrage de nos activités en intra-muros et retour de la formation sur le site de Pierrefontaine-les-Varans

Malgré un contexte de tension de trésorerie persistant, l'engagement du réseau et la réactivité de la gouvernance nous permettent d'envisager l'issue de la période d'observation avec une visibilité renforcée.

DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES ET MOYENS MIS EN OEUVRE

La Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation de Pierrefontaine-Les-Varans est une association régie par la loi du 01 juillet 1901 et sa durée est illimitée.

Son siège social est établi à Pierrefontaine-Les-Varans.

L'association a pour but :

- 1) de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant la Maison Familiale Rurale.
- 2) d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière de la Maison Familiale Rurale.
- 3) de participer à l'animation et au développement du milieu dans lequel est implantée la Maison Familiale Rurale et d'assurer toutes activités d'éducation populaire ainsi que toutes actions à caractère éducatif, social ou familial.

L'association propose également des activités d'hébergement et d'accueil.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

Les moyens mis en oeuvre pour réaliser l'objet social sont principalement les subventions, la facturation aux familles, la facturation aux OPCO pour l'apprentissage, la facturation à la REGION, les factures aux clients "accueil", les contributions financières d'entités privées ainsi que l'ensemble des personnels de direction, administratifs, techniques, d'animation et des moniteurs de formation.

L'association ne bénéficie d'aucune contribution volontaire en nature sur l'exercice.

INFORMATIONS SUR LES SUBVENTIONS:

- 1- Subventions d'investissement :
 - 15 960 € REGION (matériel pédagogique CFA)
- 2- Subventions exploitation, financements publics:
 - 37 354 € CONSEIL REGIONAL (coûts contrats)
 - 46 875€ PROGRAMME PLEIADE
 - 16 886 € REGION (aide développement apprentissage)
 - 14 020 € (AIDES AUX POSTES...)

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Postérieurement à la clôture de l'exercice, le Tribunal Judiciaire de Besançon a arrêté le 7 avril 2026 un plan de redressement au bénéfice de l'association Maison Familiale Rurale de La Roche-du-Trésor. Ce plan est arrêté pour une période de dix ans.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : image fidèle, comparabilité et continuité de l'exploitation, régularité et sincérité, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'association applique le règlement ANC n°2018-06 du 05 décembre 2018 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privée à but non lucratif.

Le règlement ANC N°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, est applicable de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025 .

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable. Les dispositions du règlement ANC N° 2022-06 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans modifier les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Afin de présenter le compte de résultat de l'exercice précédent selon les nouveaux modèles, des reclassements entre les rubriques ou les postes du bilan ou du compte de résultat ont été effectués, portant notamment sur :

Les transferts de charges précédemment classés en produits d'exploitation dans la rubrique « Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges » sont supprimés.

Les produits de cession des éléments d'actifs cédés précédemment classés en produits exceptionnels sont reclassés au niveau des produits d'exploitation sur la rubrique « Autres Produits ».

Les quotes-parts de subventions d'investissement précédemment classées en produits exceptionnels sur la ligne opérations en capital sont reclassées en produits d'exploitation sur la ligne concours publics et subventions d'exploitation.

Les valeurs comptables des éléments d'actifs cédés précédemment classées en charges exceptionnelles sont reclassées au niveau des charges d'exploitation sur la rubrique « Autres charges ».

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

Les rubriques de produits exceptionnels : sur opérations de gestion, sur opérations en capital et reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges, sont supprimées et sont reclassées en exploitation.

Les rubriques de charges exceptionnelles : sur opérations de gestion, sur opérations en capital et dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions, sont supprimées et sont reclassées en exploitation »

Afin de présenter le compte de résultat de l'exercice précédent selon les nouveaux modèles, des reclassements entre les rubriques ou les postes du bilan ou du compte de résultat ont été effectués, portant notamment sur :

Les transferts de charges précédemment classés en produits d'exploitation dans la rubrique « Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges » sont supprimés.

Les produits de cession des éléments d'actifs cédés précédemment classés en produits exceptionnels sont reclassés au niveau des produits d'exploitation sur la rubrique « Autres Produits ».

Les quotes-parts de subventions d'investissement précédemment classées en produits exceptionnels sur la ligne opérations en capital sont reclassées en produits d'exploitation sur la ligne concours publics et subventions d'exploitation.

Les valeurs comptables des éléments d'actifs cédés précédemment classées en charges exceptionnelles sont reclassées au niveau des charges d'exploitation sur la rubrique « Autres charges ».

Les rubriques de produits exceptionnels : sur opérations de gestion, sur opérations en capital et reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges, sont supprimées et sont reclassées en exploitation.

Les rubriques de charges exceptionnelles : sur opérations de gestion, sur opérations en capital et dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions, sont supprimées et sont reclassées en exploitation.

INTRODUCTION

Les comptes annuels au 31/12/2025 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n° 2022-06 du 4 novembre 2022, modifiant le règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**Évaluation des immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de : leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement) et des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Traitement des charges financières

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

Traitement de certains frais accessoires

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles, et sont comptabilisés en charges.

Traitement comptable des coûts de développement

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement des frais externes afférents aux formations

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement des frais d'augmentation de capital, de fusion et de scission

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement de la durée d'utilisation des fonds de commerce

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

IMMOBILISATIONS CORPORELLES**Évaluation des immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement).

Traitement des charges financières

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Traitement de certains frais accessoires

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles, et sont comptabilisés en charges.

Traitement comptable des coûts de développement

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement des frais externes afférents aux formations

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement des amortissements des biens non décomposables

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Traitement des amortissements des biens décomposables

L'entité n'est pas concernée aucune immobilisation décomposable n'a été identifiée.

Traitement des composants de 2nd catégorie, dépenses pluri-annuelles de gros entretien ou grande révision

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement des amortissements pour dépréciation

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire.

Durée d'utilisation ou d'usage en fonction de la nature des immobilisations

	Durée d'utilisation (en années)	Fourchette des durées
Constructions		5 à 40
Matériel de transport		2 à 5
Matériel de bureau et informat		2 à 15
Mobilier		2 à 15
Matériel pédagogique		2 à 10
Matériel internat		2 à 10
Subvention		même durée bien

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES**Traitement de certains frais accessoires**

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs sont incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations incorporelles éligibles.

Évaluation des titres des sociétés

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

STOCKS**Détermination des stocks**

Les stocks sont déterminés selon la méthode premier entré, premier sorti (FIFO).

Évaluation des stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût d'acquisition.

Traitement de l'exclusion du coût de la sous-activité et des intérêts dans la valorisation des stocks

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Traitement des charges financières

Les coûts d'emprunts liés à l'acquisition des stocks ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des stocks, et sont comptabilisés en charges.

CRÉANCES - DETTES

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PRIMES DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS**Traitement des amortissements**

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

SUBVENTIONS**Traitement des subventions**

Les subventions sont comptabilisées en produits.

PROVISIONS RÉGLEMENTÉES**Traitement des amortissements**

Les provisions réglementées correspondent à la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire.

COTISATIONS**Informations concernant la comptabilisation des cotisations**

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de l'émission de l'appel. En effet, l'association pouvant justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES**Informations concernant la comptabilisation des contributions volontaires**

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

ETAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

	V. brute des immobs début d' exercice	Augmentation suite à rééval. acquisition
Immobilisations incorporelles		
Autres immobilisations incorporelles	40 629,47	
TOTAL	40 629,47	
Immobilisations corporelles		
Terrains	283 972,76	
Constructions sur sol propre	2 351 156,17	
Constructions inst. générales, agencés, aménagements construct.	2 669 623,85	38 785,51
Installations techniques, matériel et outillages industriels	107 016,16	
Matériel de transport	104 593,49	
Matériel de bureau, informatique & mobilier	1 134 093,84	24 490,84
TOTAL	6 650 456,27	63 276,35
Immobilisations financières		
Autres participations	2 855,68	7,60
Prêts et autres immobilisations financières	9 642,58	
TOTAL	12 498,26	7,60
TOTAL GENERAL	6 703 584,00	63 283,95

ETAT DES IMMOBILISATIONS

Du 01/01/2023 au 31/12/2025

	Diminution par virt poste	par cession	Valeur brute des immobs fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles			40 629,47	
TOTAL			40 629,47	
Immobilisations corporelles				
Terrains			283 972,76	
Constructions sur sol propre			2 351 156,17	
Constructions inst. générales, agencements			2 708 409,36	
Inst. techniques, matériel et outillages indust.			107 016,16	
Matériel de transport			104 593,49	
Matériel de bureau, informatique & mobilier			1 158 584,68	
TOTAL			6 713 732,62	
Immobilisations financières				
Autres participations			2 863,28	
Prêts et autres immobilisations financières		4 507,58	5 135,00	
TOTAL		4 507,58	7 998,28	
TOTAL GENERAL		4 507,58	6 762 360,37	

	Augmentation de l'exercice	Virement poste à poste	de l'actif circ.	Ventilation acquisition	Entrée apport	création
Immobilisations corporelles						
Constructions inst. gén., agcts	38 785,51			38 785,51		
Matériel de bureau, info. & mobilier	24 490,84			24 490,84		
TOTAL	63 276,35			63 276,35		
Immobilisations financières						
Autres participations	7,60			7,60		
TOTAL	7,60			7,60		
TOTAL GENERAL	63 283,95			63 283,95		

300552 - ASSOC MER LA ROCHE DU TRESOR
ETAT DES IMMOBILISATIONS
 Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Diminution de l'exercice	Virement poste à poste	de l'actif circ.	Ventilation cession	Sortie scission	mise hors serv.
Immobilisations financières						
Prêts et autres immobs financières	4 507,58					4 507,58
TOTAL	4 507,58					4 507,58
TOTAL GENERAL	4 507,58					4 507,58

ETAT DES AMORTISSEMENTS

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

	Durée util., taux d'amort., fourchette	Mode d'amort.	Amort. cumulés début exercice	Dotation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Amort. cumulés fin exercice
Immobilisations incorporelles						
Autres immobs incorporelles			40 452,13	178,52		40 630,65
TOTAL			40 452,13	178,52		40 630,65
Immobilisations corporelles						
Terrains			219 493,54	8 456,36		227 949,90
Constructions sur sol propre			1 647 561,09	58 479,40		1 706 040,49
Const. inst. gén., agencés			1 939 435,80	45 420,87		1 984 856,67
Inst. tech., mat. et out. industriels			91 026,62	7 691,49		98 718,11
Matériel de transport			104 593,49			104 593,49
Matériel de bureau, informatique			1 020 442,18	35 259,16		1 055 701,34
Emballages récupérables et divers			0,92	0,01		0,93
TOTAL			5 022 553,64	155 307,29		5 177 860,93
TOTAL GENERAL			5 063 005,77	155 485,81		5 218 491,58

	Dotation de l'exercice	Ventilation réévaluation mode linéaire autre mode dotation except.
Immobilisations incorporelles		
Autres immobilisations incorporelles	178,52	178,52
TOTAL	178,52	178,52
Immobilisations corporelles		
Terrains	8 456,36	8 456,36
Constructions sur sol propre	58 479,40	58 479,40
Constructions inst. générales, agencements	45 420,87	45 420,87
Inst. tech., matériels et outillages industriels	7 691,49	7 691,49
Matériel de bureau, informatique & mobilier	35 259,16	35 259,16
Emballages récupérables et divers	0,01	0,01
TOTAL	155 307,29	155 307,29
TOTAL GENERAL	155 485,81	155 485,81

ETAT DES CRÉANCES

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Actif immobilisé			
Autres immobilisations financières	5 135,00		5 135,00
Actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	12 423,35	12 423,35	
Autres créances clients	138 085,02	138 085,02	
Divers	110 945,66	110 945,66	
Groupe et associés (2)	6 571,16	6 571,16	
Débiteurs divers	8 741,75	8 741,75	
Charges constatées d'avance	8 110,90	8 110,90	
TOTAL	290 012,84	284 877,84	5 135,00

COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

Montant

TOTAL**PRODUITS À RECEVOIR**

Montant

Créances clients et comptes rattachés

14 948,11

Autres créances

146 444,66

TOTAL**161 392,77**

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres complémentaires	6 162,93				6 162,93
Report à nouveau	-991 069,32	-349 645,91			-1 340 715,23
Excédent ou déficit de l'exercice	-349 645,91	349 645,91	-399 750,17		-399 750,17
Subventions d'investissement	1 530 005,73		15 960,00	72 418,56	1 473 547,17
TOTAL	195 453,43		-383 790,17	72 418,56	-260 755,30

À la clôture de l'exercice

À la clôture de l'exercice

SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

TABLEAU DE SUIVI DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES D'AUTRES ORGANISMES

	À l'ouverture de l'exercice montant global	Report	Utilisation		Transfert	À la clôture de l'exercice	
			montant global	mont remboursement		montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Contributions financières CRCA travaux	16 060,00		500,00			15 560,00	
TOTAL	16 060,00		500,00			15 560,00	

ETAT DES PROVISIONS

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Montant au début de l'exercice	Augmentation dotation de l'exercice	Diminution reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires	19 721,00	8 406,00		28 127,00
TOTAL	19 721,00	8 406,00		28 127,00
Provisions pour dépréciations				
Sur comptes clients	3 855,81	8 716,30	148,80	12 423,31
Autres provisions pour dépréciation		57 867,66		57 867,66
TOTAL	3 855,81	66 583,96	148,80	70 290,97
TOTAL GÉNÉRAL	23 576,81	74 989,96	148,80	98 417,97
Dont dotations & reprises d'exploitation		74 989,96	148,80	

ETAT DES PROVISIONS

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

TABLEAU DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	Montant au début de l'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisée	Non utilisée	
Prov. pour pensions et obligations similaires	19 721,00	8 406,00			28 127,00
TOTAL	19 721,00	8 406,00			28 127,00
Dont dotations & reprises d'exploitation		74 989,96	148,80		

ETAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes etbs à plus d'1 an à l'origine (1)	869 403,83	0,83	221 713,00	647 690,00
Emprunts et dettes financières divers (1)(2)	124 750,00		124 750,00	
Fournisseurs et comptes rattachés	356 836,81	87 702,81		269 134,00
Personnel et comptes rattachés	132 657,66	132 657,66		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	213 049,45	65 658,45		147 391,00
Autres impôts et taxes assimilées	19 744,86	13 927,86		5 817,00
Groupes et associés (2)	258 805,23	176 402,23		82 403,00
Autres dettes	117 017,17	117 017,17		
Produits constatés d'avance	24 312,02	24 312,02		
TOTAL	2 116 577,03	617 679,03	346 463,00	1 152 435,00
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	50 000,00			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	55 000,00			

COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Montant

CHARGES À PAYER

Montant

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	14 262,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 892,32
Dettes fiscales et sociales	92 575,34
Autres dettes	2 543,33
TOTAL	145 272,99

ENGAGEMENTS

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

« L'indemnité est calculée en application de la convention collective pour les salariés en CDI présent au 31/12.

L'âge de départ à la retraite retenu est de 64 ans, le taux de charge retenu est de 36 % et le taux d'actualisation retenu est de 4.17 % (indice obligataire BdF 31/12/25 pour l'échéance) »

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 28 127,00 Euros.

Cet engagement a été comptabilisé.

ENGAGEMENTS DONNÉS

- Emprunt n°56001897739 du crédit agricole : caution collective publique
- Emprunt n ° 327923 du crédit agricole : hypothèque conventionnelle sur le bien financé pour un montant de 409450 €
- Emprunt n° 894011 du crédit agricole : caution de FRANCE ACTIVE FRANCHE COMTE garantie pour 35% et caution de la Fédération Régionale des MFR pour 80000€.
- Emprunt n° 1238330 du crédit agricole : prêt garanti par l'état.

Autre	Dirigeant	Filiale	Participation	Autre entreprise liée	Montant
-------	-----------	---------	---------------	-----------------------------	---------

LES EFFECTIFS

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

EFFECTIFS

	31/12/2025	31/12/2024
Ingénieurs et cadres	8,80	8,13
Employés et techniciens	25,20	27,91
PERSONNEL SALARIÉ	34,00	36,04